

24 Heures 1<sup>er</sup> juin 2019

Emmanuel Borloz

## La Suisse veut bâtir un coffre-fort de la donnée

**Numérique Le Swiss Data Science Center des écoles polytechniques planche sur un concept de Banque nationale de la donnée. Le Conseil fédéral voit l'idée d'un bon œil, les CFF vont tester le dispositif.**



Qu'elles soient personnelles, d'entreprise, très sensibles ou a priori anodines, les données constituent la nouvelle richesse dans nos sociétés de plus en plus connectées. Depuis quelques années, «le pétrole du nouveau millénaire», pour reprendre une formule de «The Economist», fait la fortune des grands groupes numériques, américains pour la plupart. On ne présente plus les fameuses GAFA.

Revers de cette médaille 4.0: les informations que l'on sème en surfant sur la Toile, en commentant des photos de vacances de nos proches ou en faisant nos courses, ne nous appartiennent pas. Pis: nous n'avons aucun contrôle sur ce qu'elles deviennent. «On ne le répétera jamais assez: partager nos données représente un risque. La preuve avec les cartes de fidélité des supermarchés. Elles promettent de bonnes affaires, mais collectent un maximum de données en contrepartie. Qui sont monétisées et vendues, potentiellement à des assureurs,

pour qui connaître les habitudes des consommateurs n'a pas de prix», relève Olivier Verscheure. Docteur en informatique, ce scientifique dirige le Swiss Data Science Center (SDSC). L'entité, propriété des deux écoles polytechniques fédérales, a été voulue par la Confédération pour exister dans un secteur hautement stratégique, celui de la transformation numérique et de l'intelligence artificielle.

### **Bien vu par le Conseil fédéral**

Dans un contexte de législation strict marqué par l'entrée en vigueur du Règlement européen sur la protection des données (RGPD/LPD), le centre planche sur un ambitieux projet depuis un an: le Swiss Data Custodian, littéralement le gardien suisse des données: une plateforme technologique associée à un système de gouvernance qui permettent de créer la confiance nécessaire à la naissance d'un nouvel écosystème de nos données.

But affiché de ce coffre-fort numérique augmenté? Conserver ces données en Suisse et en maîtriser l'utilisation aussi bien que la traçabilité. Si ce genre de plateforme existe déjà, celle à la sauce helvétique comprend une innovation de taille: toutes les analyses se passeront dans le coffre-fort, mais ce ne seront pas les données en tant que telles qui seront partagées, ce seront la connaissance et les informations qui en seront extraites. «C'est un changement de paradigme, insiste Olivier Verscheure. Notre coffre-fort offre la possibilité de ne pas échanger la donnée elle-même, mais l'intelligence et la connaissance nécessaire pour résoudre un problème. Le tout en garantissant le respect total des individus, qui restent propriétaires de leurs données.»

Il y a quelques semaines, Olivier Verscheure a présenté le projet à l'organe consultatif Transformation numérique mis sur pied par le Conseil fédéral. Le projet aurait reçu un très bon accueil du Conseil fédéral.

Fort de ces signaux positifs, le SDSC a décidé de démontrer la faisabilité du projet. Le centre se donne jusqu'à la mi-juin pour développer un premier concept de mobilité en transports publics. Selon nos informations, cette première mouture sera soumise à la direction des CFF, qui statuera sur une collaboration plus étroite. Quant aux données, issues notamment des téléphones portables des usagers des transports publics, elles viendront des CFF mais également d'autres compagnies telles que les transports lausannois, genevois ou encore fribourgeois... L'intérêt étant, pour les uns et les autres, d'avoir accès à des informations jusque-là inaccessibles.

Si le concept était validé, il pourrait être transposé dans des thématiques nettement plus sensibles, le domaine de la santé en tête. «La pharma voit l'idée du Data Custodian avec beaucoup d'intérêt. Pour diminuer les coûts de la santé, ils ont besoin de données. Mais, comme beaucoup d'autres, ils ont énormément de mal à justifier la conservation de données personnelles quand d'autres groupes, à l'étranger, ne se privent pas. Avec notre solution, qui garantit que la donnée ne sort pas du coffre et où ceux qui veulent l'analyser ne peuvent le faire qu'à l'intérieur, nous serions compétitifs. La Suisse est à la pointe dans nombre de secteurs et la réputation des EPF est la garantie d'un système solide. Nous ne pouvons pas nous permettre de louper le virage numérique. Il est crucial que l'économie de la donnée reste en Suisse, afin de ne pas enrichir uniquement des multinationales étrangères.» (24 heures)